

# Quelle alternative face à la droite aux Pays-Bas ?

**Hans van Heijningen**

*Secrétaire général du Parti socialiste (SP)*

**A**u cours de ces dernières années, aux Pays-Bas, s'est déroulé un interminable débat autour des identités socioculturelles et il y a eu très peu d'échanges sur les questions socio-économiques qui ont pourtant une bien plus grande influence sur la vie de la très grande majorité de la population néerlandaise. La crise financière exceptionnelle a bien peu changé les choses.

Le gouvernement néerlandais a sauvé un grand nombre de grands groupes bancaires et financiers mondiaux : ABN, AMRO, Fortis en les reprenant ou, dans le cas de ING, en leur accordant des prêts faramineux, et il a mis en place une politique d'investissements pour sortir de la stagnation économique. En dépit de la nature et de l'étendue de la crise systémique, il ne s'est produit aucun bouleversement politique de grande ampleur même si beaucoup de gens éprouvent un sentiment d'insécurité face à l'avenir. Il ne fait aucun doute que le report de 2011 à 2012 des drastiques mesures d'austérité a contribué à ce calme relatif.

## **Le gouvernement**

Ces dernières années les Pays-Bas ont été gouvernés par une coalition de centre droit : CDA (démocrates-chrétiens), Union chrétienne (parti chrétien plus petit, plus conservateur) et PvdA (sociaux-démocrates). Le cabinet Balkenende, dirigé par le Premier ministre démocrate-chrétien, qui présida les trois cabinets précédents, tâtonna dès le début, ne réussit pas à convaincre, et fut mis sur la touche après trois ans d'exercice. Du début à la fin le gouvernement pitétina, ne sut pas gagner la confiance des gens et ne prit aucune

décision majeure. Mis à part le manque d'une vision claire et convaincante de l'avenir, la mésentente entre les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates fut évidente dès le départ. Les sujets controversés comprenaient la réduction des droits des travailleurs licenciés, l'augmentation de l'âge du droit à la retraite, l'enquête sur le rôle du gouvernement néerlandais (toujours sous Balkenende!) dans la guerre en Irak et la question de savoir si, sous une forme ou une autre, il y aurait poursuite de la mission militaire dans la province afghane de l'Uruzgan. C'est cette dernière question qui provoqua, finalement, la chute du gouvernement, en février de cette année.

### **Le Parti socialiste (SP)**

Aux élections générales de novembre 2006, le SP obtint 25 des 150 sièges du «*Tweede Kamer*», le parlement hollandais. Ce succès électoral représenta à l'époque le dernier acte d'une ascension spectaculaire qui se poursuivait depuis que le parti était entré au Parlement en 1994, pour la toute première fois, avec deux représentants—nombre qui passa à cinq en 1998 et s'éleva à neuf en 2002-2003.

L'ascension spectaculaire du SP était l'expression du besoin d'un parti qui résisterait à la politique néolibérale, politique d'austérité maximale; d'un manque d'alternative à gauche (un parti social-démocrate qui, de son propre aveu, comme nous disons en néerlandais, «perdait ses plumes idéologiques» ou changeait de cap, et un Parti communiste qui fusionnait avec, ou, en réalité, était absorbé par le «*Groen Links*», la Gauche verte); avec une approche pragmatique (soutien de tout ce qui pourrait constituer une avancée pour nous et importance de la visibilité dans la rue); une image neuve, contemporaine; et un dirigeant politique extrêmement populaire, issu d'un milieu ouvrier, Jan Marijnissen.

Malgré l'immense victoire électorale qui nous donna vingt-cinq sièges au Parlement, et en dépit de l'existence de 140 sections du SP et de 50 000 membres, le SP fut écarté du processus de formation du gouvernement par les démocrates-chrétiens et les sociaux-démocrates. Ces opposants au SP tirèrent habilement les faits à leur avantage; le parti, prétendaient-ils, fuyait la responsabilité de participer à la gestion du pays. Outre la question de la participation ou non au gouvernement, la déception fut grande chez un grand nombre d'électeurs du SP. Les espoirs de changement—réduction des inégalités de revenu, un secteur public efficace et une sortie de la guerre en Irak et en Afghanistan, bref un avenir meilleur pour les nouvelles générations—étaient pour un temps réduits à néant.

En 2008 Jan Marijnissen démissionna de ses responsabilités de dirigeant et fut remplacé par Agnès Kant, appréciée pour ses efforts concernant la protection sociale des travailleurs et des patients.

Bien qu'Agnes Kant et le groupe parlementaire aient travaillé dur et consolidé l'image du parti à travers la résistance à la privatisation des services publics

de l'énergie et, avec les syndicats, à l'élévation de l'âge du droit à la retraite, le SP perdit de l'influence dans les sondages. Dans la rue, les militants du SP constatèrent également cette perte d'influence. Bien que le parti, sur la base de sa position pragmatique et de ses principes, ait continué à garder une certaine estime dans l'opinion publique, ils furent bien plus nombreux à commencer à douter que celui-ci soit un outil permettant d'apporter un changement social. Le fait qu'au final les services publics de l'énergie soient cédés au privé et que l'âge de la retraite soit relevé (avec l'appui des directions syndicales !) renforça cette image. Lors des élections locales, au début de mars de cette année, le SP perdit des sièges. Le nombre de conseillers municipaux passa de 345 à 276 et le SP perdit sa place dans les instances dirigeantes de villes de province importantes comme Eindhoven, Nijmegen et Haarlem. Le lendemain des élections, Agnès Kant démissionna de ses fonctions de dirigeante pour céder sa place au député presque inconnu Emile Roemer, porte-parole sur les transports au Parlement, ancien membre d'une administration locale et ancien enseignant. Trois mois avant les élections parlementaires du 9 juin, les sondages donnaient au SP 8 ou 9 sièges.

### **Le populisme d'extrême droite**

Au cours de ces dernières années, on a assisté aux Pays-Bas à la montée de Geert Wilders. Bien que ce populiste de droite refuse systématiquement d'accepter les invitations des médias publics « de gauche » et se tienne à distance de tout débat en dehors du Parlement, il domine pourtant le débat public depuis quelques années. Malgré son absence, on en parle sans cesse. En 2004, Wilders quitta le parti libéral VVD et apparut dans les années qui suivirent comme un dirigeant politique efficace, sans appartenance à un parti ; son art de la discussion et de la provocation lui donnant, aux élections de juin 2010, 24 des 150 sièges au Parlement néerlandais. Bien que ses racines se trouvent dans le néolibéralisme, il a, ces dernières années, repris un grand nombre de propositions politiques populaires et importantes du SP telles que l'amélioration des soins aux personnes âgées, des policiers dans la rue et non assis derrière des bureaux et le refus de l'élévation de l'âge de la retraite. En dépit de sa présence durant 13 ans au Parlement, il sait se présenter en homme politique proche des besoins et des revendications des couches populaires. De plus, tous les problèmes des Pays-Bas viennent d'un seul ennemi, l'Islam. Selon lui, les méfaits des jeunes gens de familles néerlandais-marocaines (un vrai problème dans beaucoup d'endroits), la mutilation sexuelle des femmes, le harcèlement des homosexuels et la croisade internationale contre le terrorisme islamique sont liés.

Le problème de l'islamisation rampante, nié par l'élite, constitue selon lui une menace mortelle envers Israël et tout l'Occident. Sa réponse : l'annulation

de l'Article 1 de la Constitution, qui établit l'égalité des citoyens sans considération de race, de religion ou d'orientation sexuelle; un arrêt de l'immigration et, encore mieux, le rapatriement de tous les immigrés musulmans; l'intransigeance envers les «terroristes de rue» marocains, incluant la mutilation des rotules et le déploiement de l'armée; et la pénalisation financière du port du voile (appelée «*Kopvoddentax*»). Sa critique radicale de l'islam lui a valu de recevoir des menaces de mort et de bénéficier depuis des années du programme d'État pour la protection des personnes.

Les tentatives de la part des forces progressistes pour arrêter l'ascension de Wilders ou pour le «diaboliser» (selon ses propres termes) se sont jusqu'à présent avérées contreproductives. L'étiqueter comme un «danger pour la démocratie», le désigner comme «raciste», dire que sa prestation est «insultante» lui ont seulement amené une plus grande popularité pour sa critique de l'ordre établi; il est l'homme qui ose exprimer les choses franchement, qui appuie «là où ça fait mal».

Contrairement aux autres partis, le SP a adopté une attitude plutôt pragmatique envers Wilders et son parti «d'un seul membre». Au lieu de lancer une campagne idéologique et d'employer de grands mots, le parti a fait valoir que beaucoup des problèmes pointés par Wilders sont de vrais problèmes ou touchent à de vrais problèmes mais que ses solutions sont mauvaises. En fin de compte, le parti n'a laissé aucune place au malentendu en affirmant qu'aucune forme structurelle de coopération avec des partis qui mettent en question l'égalité des citoyens néerlandais n'est envisageable.

## L'élection de juin 2010

En partie parce que, quelques mois avant les élections, des commissions officielles ont proposé des coupes drastiques dans les dépenses pour ramener le déficit de l'État à un niveau acceptable, la campagne électorale entre mars et mai a tourné essentiellement autour de la question de savoir ce que pourrait être une politique d'austérité responsable et quelles dépenses budgétaires il serait possible de réduire.

Aux élections parlementaires, un programme solide en termes de contenu est une chose, mais l'homme ou la femme qui va traduire ce programme dans un discours adressé à l'ensemble de la population en est une autre—et peut-être encore plus importante. Parce que le nouveau numéro un du SP non seulement percevait bien les problèmes mais était également vif d'esprit et plein d'humour, le SP gagna deux sièges dans les sondages chaque semaine du dernier mois et le parti obtint finalement 15 sièges lors des élections. Une perte à déplorer si on compare ce résultat aux 25 sièges obtenus en 2006, mais un résultat respectable par rapport aux sondages des quatre semaines précédant les élections, quand le SP n'était qu'à huit sièges—«une défaite en forme d'espoir».

La droite a gagné ces élections, avec pour le VVD libéral 31 sièges et pour le PVV de Wilders 24. Le parti démocrate-chrétien (CDA) qui, avec une courte interruption, gouverne le pays depuis la Seconde Guerre mondiale, tantôt avec les libéraux et tantôt avec les sociaux-démocrates est tombé à 21 sièges, tandis que les deux petits partis chrétiens en avaient 7. À gauche on trouve les sociaux-démocrates avec 30 sièges, la Gauche verte avec 10, les libéraux progressistes D66 avec 10 également et enfin le Parti des animaux avec 2.

Tous les politiques et commentateurs étaient d'accord sur une chose : avec ce résultat il serait pratiquement impossible de former un nouveau gouvernement. Trois stratégies ont été examinées au cours des premières semaines : la possibilité d'un cabinet de droite du VVD, PVV et CDA; d'un cabinet centriste du VVD, PvdA et CDA; ou ce que l'on appelle aux Pays-Bas un cabinet «pourpre» de droite et de gauche, sans la participation des démocrates-chrétiens, un cabinet constitué du VVD, PvdA, D66, et de la Gauche verte. Bien qu'à la veille des élections les deux responsables du PvdA (Job Cohen, ancien maire respecté d'Amsterdam et prétendant au poste de Premier ministre) et de la Gauche verte aient déclaré qu'ils feraient de leur mieux pour former un cabinet aussi progressiste que possible, ils choisirent, au lendemain des élections, de rencontrer le D66 qui poursuit un «programme de modernisation» néolibéral ayant pour slogan «les hommes modernes n'aiment pas le paternalisme».

## La formation du gouvernement

Bien que le vainqueur des élections, Mark Rutte, dirigeant du parti libéral VVD, ait annoncé qu'il voulait former un gouvernement en l'espace de quelques semaines, cela lui prit plus de quatre mois. Les trois premières tentatives n'aboutirent à rien. Tout d'abord la variante «pourpre» (VVD avec le PvdA et la Gauche verte, qui aurait eu un total de 81 sièges) échoua parce que Mark Rutte n'était pas favorable à la perspective de devoir coopérer avec «trois partis progressistes». Ensuite l'option d'un cabinet centriste VVD-CDA-PvdA (qui aurait eu 55 % des sièges au Parlement) s'écroula parce que les relations entre les anciens partis de coalition, le CDA et le PvdA, avaient complètement tourné au vinaigre. Et, finalement, la formation d'un cabinet de droite VVD et CDA, toléré par le PVV (51 % des sièges), mourut dans l'œuf face à une révolte au sein du CDA, bien que celle-ci ait été temporairement désamorcée par le départ de l'Assemblée du porte-parole des députés du CDA. Après l'échec de cette dernière option, le groupe parlementaire CDA accepta de juger les résultats des négociations en fonction de leurs avantages et n'opposèrent aucun blocage préalable à toute forme de coopération avec le PVV de Wilders.

Au début d'octobre, les négociateurs des partis concernés parvinrent à un accord sur le nouveau programme de gouvernement. Le gouvernement serait formé par le VVD et le CDA, le parti de Wilders soutenant officiellement

le gouvernement sans en faire partie, tout en maintenant sa liberté pleine et entière d'intervenir comme il l'entend dans le débat politique. Les principaux points de ce programme: des coupes budgétaires de 18 milliards d'euros en quatre ans, par la réduction des effectifs gouvernementaux et des contributions financières aux municipalités et à l'UE (ces deux derniers points devant être précisés prochainement). Les plus touchés seront les fonctionnaires (gel des salaires), les gens en mauvaise santé (davantage de contributions financières alors que l'ensemble des services médicaux sera réduit), les aides pour les jeunes handicapés physiques ou mentaux sur le marché du travail, les politiques d'aide à la culture, aux médias publics et au développement. Et des nouvelles soi-disant positives («les gens de droite seront vraiment contents»), selon l'expression du dirigeant libéral Rutte): levée de l'interdiction de fumer dans les bars de petite taille, élévation à 130 km/h de la limitation de la vitesse sur autoroute, 3 000 nouveaux officiers de police et 500 pour la police montée, interdiction de la burqa (elle est portée actuellement par 170 femmes aux Pays-Bas), et un sévère contrôle de l'immigration.

Le PVV—parti sans membre—et le VVD furent tout de suite d'accord pour dire que c'était un bon programme, tandis que les démocrates-chrétiens ont eu besoin d'un congrès exceptionnel, qui fut diffusé en direct et regardé par 700 000 personnes. Bien qu'un tiers du congrès—parmi eux, presque tous étaient d'anciens Premiers ministres et d'anciens ministres d'un certain âge—se soit opposé à l'alliance stratégique avec le PVV de Wilders, deux tiers du congrès approuvèrent finalement les résultats de la négociation (avec réticence pour beaucoup d'entre eux qui craignaient que leur parti ne se désagrège).

Telles que les choses se présentent actuellement, un gouvernement du VVD et du CDA, accepté par le PVV, sera bientôt au pouvoir. Cela soulève la question de savoir qui se sert de qui. Les partisans de la coopération au sein du VVD et du CDA croient que l'accord aura un effet de modération sur Wilders et que son parti s'installera progressivement dans le «Poldermodèle» néerlandais avec sa politique du donnant-donnant. Mais les opposants, qui sont peu nombreux au VVD libéral mais une minorité de poids au CDA, considèrent qu'une coopération officielle avec un parti qui remet en question la constitution néerlandaise et l'égalité des citoyens est moralement inacceptable et politiquement dangereuse parce qu'elle légitime un courant qu'il faut combattre.

Et le SP dans tout cela? Depuis juin et même avant, le dirigeant du SP, Emile Roemer, résiste à la pression et défend avec force un cabinet centre-gauche du CDA, PvdA, Gauche et SP, qui aurait 51% des sièges. En dépit du fait que les autres dirigeants politiques ne voulaient absolument pas entendre parler, ce qu'on a appelé la variante de Roemer en vint à être considérée par les politiques et les médias comme une base de discussion sérieuse. À l'appui de sa proposition, le dirigeant du SP souligna le très large soutien

populaire pour trouver une issue à la crise et l'intérêt de son option pour l'aile sociale du CDA—ceux qui, pour des raisons de principe, étaient horrifiés à l'idée de coopérer avec le PVV.

Job Cohen du PvdA et le dirigeant de la Gauche verte Femke Halsema sont vraiment sceptiques en ce qui concerne une alternative de gauche, bien qu'une majorité de ceux qui les soutiennent y soient favorables. L'opposition à un gouvernement qui semble déterminé à faire payer la crise à la population et qui permettra au PVV d'occuper le terrain, lui qui veut en finir avec le statut de l'égalité entre citoyens néerlandais, constitue pour nous un point d'appui pour développer une alternative à gauche. Cette alternative ne peut voir le jour que si l'avenir de notre pays n'est pas laissé aux politiciens de carrière mais confié aux jeunes engagés dans la solidarité, aux syndicalistes, aux écologistes et aux militants pour les droits de l'homme, et à la majorité des gens du peuple qui n'a pas un niveau de formation très élevé et dont le revenu n'est pas supérieur au revenu moyen. Le principal défi pour l'avenir proche sera de gagner les couches populaires—parmi elles une majorité qui vote pour Wilders afin d'exprimer leur mécontentement et leur peur de l'avenir—à l'idée d'une perspective meilleure. Ce travail politique doit se faire non seulement au Parlement mais sur le terrain, dans les quartiers populaires, les banlieues, les usines et les bureaux.

Il faut construire au cours des prochaines années une alternative progressiste ainsi que la coalition politique nécessaire et ce ne sera pas facile. Dans la deuxième moitié de septembre, le dirigeant SP Roemer a effectué le premier petit pas. Le PvdA, la Gauche verte, le D66 et le SP ont présenté une alternative commune aux importantes coupes budgétaires concernant l'enfance, la sécurité personnelle, l'éducation et les programmes de naturalisation. À la place de ces mesures, nous proposons des réductions des dépenses militaires, le maintien des taxes sur les profits à leur niveau actuel et des réductions dans les subventions aux grandes entreprises. Les mois qui viennent montreront quel parti d'opposition sera le plus convaincant pour proposer des alternatives au gouvernement de droite et à sa politique d'élargissement du fossé entre les riches et les pauvres. Les récents sondages montrent que l'avance du PvdA sur le SP n'est pas supérieure à 2,5%.

### Les partis :

- CDA: démocrates-chrétiens
- CU (Christian Union): plus petit et plus conservateur
- PvdA: sociaux-démocrates
- SP: Parti socialiste
- VVD: parti libéral de droite
- PVV: Wilders, extrême droite
- Green Left: Gauche verte
- D66: libéraux progressistes